



À Madame La Première Ministre

Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS SP 07

Madame la Première Ministre,

Les organisations de retraités (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR CFE-CGC, FSU, UNIRS Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires-UNRPA, LSR) sollicitent la possibilité de vous rencontrer le 24 octobre prochain afin d'évoquer les problèmes de perte du pouvoir d'achat des retraités qui s'aggrave depuis plusieurs années maintenant et de vous informer de l'état d'avancement de notre campagne de signatures « Augmentation immédiate de 10% de nos pensions et retraites ».

En effet, en particulier entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 août 2023, cette perte s'élève à 9,6% soit l'équivalent de 2,4 mois de pension et même à 11,5% et 3,6 mois de pension pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG au 1^{er} janvier 2018.

Cette situation d'appauvrissement des retraités est liée notamment au fait que votre gouvernement (comme les précédents d'ailleurs) se refuse à appliquer la loi, à savoir l'article L 161-25 du Code de la sécurité Sociale qui stipule que les pensions doivent être revalorisées au niveau de l'inflation.

Et, cette situation ne semble pas prête de s'améliorer puisque l'annonce d'une revalorisation des pensions de 5,2% au 1^{er} janvier 2024, ne prend pas en compte l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui, en août 2023, s'élevait déjà à 5,7%.

Madame la Première Ministre, vous ne pouvez pas ignorer les conséquences dramatiques que cette situation engendre auprès de millions de retraités.

C'est alarmant. Le baromètre annuel du Secours populaire (étude Ipsos) l'illustre : 45% des sondés sont dans l'incapacité de payer certains actes médicaux (+6 points en 1 an), 35 % des personnes n'ont pas les moyens de faire trois repas par jour, près de 20 % de la population est à découvert tous les mois. Toutes les associations caritatives subissent la hausse du nombre de demandeurs en raison de l'inflation, non compensée. Les achats alimentaires diminuent de 11,4 %, une chute sans précédent depuis 1980.

C'est la raison pour laquelle nos 9 organisations ont décidé de faire signer une pétition exigeant une augmentation des pensions et retraites de 10 % tout de suite, à valoir sur un véritable rattrapage du pouvoir d'achat.

Cette pétition a d'ores et déjà recueilli plusieurs dizaines de milliers de signatures dont plus de 30 000 sur le site « Change.org » sans oublier toutes celles qui sont recueillies dans le cadre des diffusions sur les marchés ou dans les lieux publics et qui seront portées directement aux représentants de l'État dans les préfectures le 24 octobre prochain.

Persuadés que vous comprendrez le sens de notre démarche et que vous ne manquerez pas de lui donner une suite favorable, nous vous prions de croire, Madame la Première Ministre, en notre attachement à la défense des intérêts des retraités.

Pour les 9 organisations de retraité·es :

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

UNIR CFE-CGC, 42 avenue de la porte de Clichy, 75017 Paris

Marylène Cahouet (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)